

Education/Fin du regroupement international pour le PASEC 2019, à Libreville Sur une note de satisfaction générale

F.B.E.M

Libreville/Gabon

OUVERT quatre jours plus tôt à Libreville, le regroupement international pour l'évaluation du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemem (PASEC) 2019 s'est clos hier vendredi, sur une note de satisfaction générale.

Les 84 participants à ces assises ont arrêté les mécanismes qui permettront de jauger le niveau d'acquisition des connaissances des programmes scolaires aujourd'hui appliqués dans les pays membres de la Confemem. Cela passera par des livrets (ou questionnaires) qui seront soumis aux élèves pour enquête.

Ce sont les contours de ces livrets de mise à l'essai, comme les procédures qui seront mises en œuvre pour cette enquête, qui ont constitué quelques-



Photo : F.B.E.M

Les officiels à la clôture de la rencontre, dont le ministre de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguilet Obame (c), et son délégué Joseph Moundziegou (à sa gauche). Photo de droite : Les experts en évaluation des acquis sont venus d'une quinzaine de pays d'Afrique francophone.

uns des points cibles. Les participants ont également échangé sur la validation d'un calendrier commun d'activités, de même qu'ils ont à nouveau été familiarisés aux enjeux du PASEC 2019.

Clôture des travaux, le ministre gabonais de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguilet Obame, par ailleurs présidente en exercice de la Confemem, et présidente

du Comité de pilotage du PASEC, a salué des échanges, affirmant qu'ils ont "parfaitement répondu aux objectifs fixés". Elle a aussi invité les experts en évaluation des acquis, comme leurs pays respectifs, « à la célérité des contributions pour l'aboutissement de ce projet commun. » Car, quelques étapes manquent encore avant le lancement, en janvier 2019, des activités de la



Photo : F.B.E.M

collecte finale des données. Avant le membre du gouvernement, le coordonnateur du PASEC, Hilaire G. A. Hounkpodote, a remercié les autorités gabonaises pour leur implication dans ce dossier. Joseph François Désiré Kauphy a, quant à lui déclaré, au nom des participants: « Soyez rassurés, nous repartons de cet atelier mieux informés sur les enjeux et les objectifs de la mise à l'essai. Nous re-

partons avec les procédures et les instruments. »

Le PASEC, pour rappel, est une émanation de la Conférence des ministres de l'Éducation nationale (Confemem) comprenant une quinzaine de pays, dont le Gabon. Il vise à évaluer les politiques de l'éducation de ces pays membres, en vue de l'amélioration de la qualité des enseignements.

Réhabilitation de l'école publique de Bambouchine Le Japon offre 53 millions de francs

Anita J. TSOUMBA

Libreville/Gabon

Le contrat de don signé hier à Libreville devra permettre à cet établissement de retrouver, au terme des travaux de réhabilitation, un lustre contrastant diamétralement avec son image actuelle.

DANS le cadre du programme de coopération dénommé "Don aux micro projets locaux contribuant à la sécurité humaine", l'ambassadeur du Japon au Gabon, Masaaki Sato, et le directeur de l'école publique de Bambouchine, dans le 6e arrondissement de Libreville, ont paraphé hier, vendredi 2 février 2018, le contrat de don pour la réhabilitation et l'agrandissement de ladite école. La cérémonie circonstancielle a vu la présence du directeur du Patrimoine et des Équipements du ministère de l'Éducation nationale, Guy Martial Mboumba.

D'une valeur globale d'environ 53 millions de francs (80,533 euros), il s'agit pour l'ambassade du Japon d'offrir aux apprenants et enseignants, de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage. « Ce don est destiné à la construction et l'équipement d'un bâtiment à trois salles de classes, à la réhabilitation d'un bâtiment à quatre salles de classes ainsi qu'à la construction et l'équipement d'un bâtiment



Photo : A.J.T

L'ambassadeur du Japon, Masaaki Sato, et le directeur de l'école, Serge Rufin Evouna, paraphant les documents de contrat de don. Photo de droite : Les officiels et le corps enseignant avant la signature du contrat de don.



Photo : A.J.T



Photo : A.J.T

La bâtisse abritant les 4 classes qui composent l'école publique de Bambouchine.

pour les enseignants. Ce qui permettra à l'école d'accueillir convenablement près de 300 élèves et enseignants dans un environnement plus confortable», a indiqué le diplomate nippon. Précisant, par ailleurs: « la décision de financer ce projet rejoint aussi bien la mission du gouvernement gabonais qui vise à renforcer la qualité du système éducatif dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent.»

Il faut dire que depuis plusieurs années, l'école publique de Bambouchine affiche une image pitoyable. Quasiment abandonnée dans un coin de la capitale, elle fonctionne à ce jour avec des effectifs pléthoriques et des conditions d'apprentissage et d'enseignement précaires. « Nous avons une école qui a 4 salles de classes, un effectif pédagogique de 12 enseignants pour 312 élèves du pré-primaire et primaire



Photo : A.J.T

L'un des bâtiments à réhabiliter.

en Approche par compétences. Un système qui nécessite au minimum cinq salles de classes. Pour contenir donc le trop plein d'élèves, nous avons loué les bâtiments du dispensaire et emprunté le logement de l'infirmier. Les trois pièces de cette maison nous servent pour la section pré-primaire et le CP. Donc, nous avons actuellement 4 salles de classes de l'école, et les trois chambres de la maison de l'infirmier. L'école n'a

pas d'eau, pas d'électricité, ni de coin d'aisance. Les enfants travaillent dans des conditions vraiment précaires», a confié le directeur de l'école. Aussi, cette aide de l'ambassade nipponne apparaît-elle comme une bouée de sauvetage pour les enseignants et les apprenants. « Nous tenons à remercier l'ambassade du Japon qui a entendu nos cris», a conclu Monsieur Evouna.

Ici et ailleurs

• Télévision
Canal+ a coupé le signal de TF1



Photo : AFP

APRÈS un nouvel échec des discussions, Canal + a annoncé jeudi soir l'interruption de la diffusion de toutes les chaînes du Groupe TF1. Les négociations commerciales entre les deux chaînes de télévision durent depuis 18 mois. TF1 a, en effet, engagé un bras de fer avec les opérateurs afin d'obtenir une rémunération pour ses chaînes en clair, qu'il fournissait jusque-là gratuitement.

Le groupe TF1, filiale de Vivendi, a signé de nouveaux contrats avec SFR et Bouygues Telecom, mais les négociations avec Canal + et Orange butent jusqu'ici sur le montant des droits de diffusion.

De son côté, Canal + fait valoir que "TF1, TMC, TFX, TF1 Séries Films et LCI occupent des fréquences nationales relevant du domaine public qui leur ont été octroyées gratuitement. Par ailleurs, TF1 bénéficie d'avantages réglementaires propres aux chaînes gratuites, dont la possibilité de diffuser en exclusivité des événements sportifs majeurs comme la coupe du monde de football qui doivent être accessibles à tous".

• Médecine
Un malade opéré par erreur

Un neurochirurgien du plus grand hôpital du Kenya a été suspendu après avoir opéré du cerveau un patient qui n'était pas le bon, a annoncé hier l'établissement. Ce scandale, qui a suscité des réactions horribles sur les réseaux sociaux, est le dernier touchant le Kenyatta National Hospital au cours des dernières semaines, après des allégations d'agressions sexuelles commises par des membres du personnel soignant à l'encontre de patients et le vol d'un bébé.

• Vatican
Des sœurs dénoncent

Elles ont jeté un pavé dans la mare vendredi en dénonçant l'exploitation parfois gratuite des religieuses dévouées au service de la hiérarchie masculine de l'Eglise, pointée du doigt ainsi à une semaine de la Journée internationale des femmes du 8 mars. Dans l'édition de mars du magazine mensuel "Femmes Eglise Monde", distribué hier avec le très officiel quotidien du Vatican, l'Osservatore Romano, les sœurs Marie, Paule et Cécile ont décidé de témoigner longuement mais anonymement.